



«Améliorer la situation depuis l'intérieur»

CONDITIONS DE TRAVAIL • Shatil Ara se bat depuis plus de dix ans au Bangladesh pour que les travailleurs de l'industrie du textile aient enfin des droits. Elle participera demain soir à une table ronde à Neuchâtel.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CLAUDE GRIMM

Sa voix et son sourire sont aussi doux que sa volonté et sa détermination sont inflexibles. Shatil Ara, coordinatrice depuis un an de la Fair Wear Foundation (FWF) au Bangladesh, organisation internationale qui vise à améliorer les conditions de travail dans l'industrie du vêtement, est de passage en Suisse. Elle participera demain soir au Club 44, à La Chaux-de-Fonds (à 20h15), à une table ronde intitulée «La bourse... ou l'habit». Interview d'une femme qui, depuis une dizaine d'années, se bat dans l'un des pays les plus pauvres pour que les travailleurs aient enfin des droits.

Qu'est-ce qui vous a motivée à mener ce combat difficile?

Shatil Ara: En 2000, lorsque j'étais étudiante, j'ai commencé à travailler dans l'industrie textile, où je contrôlais les conditions de travail pour une organisation américaine. J'ai interviewé beaucoup de femmes à l'extérieur de l'entreprise. Puis, je me suis rendue à l'intérieur, mais les travailleuses ne voulaient pas parler, par peur de perdre leur emploi. J'ai découvert des mauvaises pratiques, dont des problèmes de harcèlement et des déductions illégales de salaire. Au final, l'entreprise a perdu son contrat

avec l'acheteur, et les employés leur emploi.

Cette première expérience négative m'a fait comprendre que ces audits n'aidaient en rien les travailleurs. J'ai donc décidé de travailler à améliorer leur situation depuis l'intérieur, où les changements doivent avoir lieu. Les travailleurs doivent apprendre à connaître leurs droits et à se battre pour les défendre. C'est ainsi que j'ai débuté mon engagement actuel.

Pour quelle raison vous battez-vous tout particulièrement pour les droits des femmes?

Les femmes qui travaillent dans les usines textiles sont les plus pauvres parmi les pauvres. Elles sont doublement victimes: elles souffrent au sein de l'entreprise, mais aussi dans la société et dans leur famille, qui les considèrent comme des machines à travailler.

Venant d'une famille pauvre, j'ai dû me battre pour mes propres droits et pour être reconnue comme une personne à part entière. Enfant, j'étais traitée différemment de mes frères. Comme j'étais une très bonne élève, j'ai décidé d'étudier pour pouvoir m'émanciper de ma famille et m'assumer seule. Mais malgré mes bons résultats, contrairement à mes frères, je n'ai pas pu étudier à l'étranger. Mes parents craignaient que je ne puisse pas me marier.



«Les femmes qui travaillent dans les usines textiles sont doublement victimes: elles souffrent au sein de l'entreprise, mais aussi dans la société et dans leur famille», constate Shatil Ara (à d.). DR

Avec la bourse que j'ai reçue, pas suffisante pour couvrir mes dépenses quotidiennes, j'ai été contrainte d'aller dans une université publique et de travailler pendant mes études. C'est ainsi que j'ai débuté dans les usines textiles et ai pu constater la façon dont les femmes y étaient traitées. Mon expérience en tant

que femme m'a appris que si j'avais pu m'en sortir, je pourrais aider les autres à en faire de même.

À la FWF, vous organisez des programmes d'éducation pour les travailleurs dans une quarantaine d'entreprises textiles. Quelles difficultés rencontrez-vous?

Les défis sont énormes car les propriétaires ne veulent pas que les travailleurs connaissent leurs droits, par crainte qu'ils réclament de meilleures conditions de travail et salaires, ce qui augmenterait les coûts de production.

L'un des problèmes dans les usines, lorsque les pressions et les discriminations augmentent, ce sont les conflits, parfois violents, qui éclatent entre les travailleurs – hommes – et la direction. Les femmes, elles, subissent sans rien dire. Il n'y en a aucune dans le management.

Nos programmes mettent donc l'accent sur les droits des travailleurs et le harcèlement sexuel envers les femmes, ainsi que sur le harcèlement en général. Nous construisons des groupes de travailleurs qui soient capables de s'adresser à la direction. Nous entraînons les travailleuses au leadership, par des approches de négociation et des techniques de communication. Nous leur donnons des exemples concrets. Je leur parle notamment de mon expérience de vie. Nous sensibilisons aussi les dirigeants et les superviseurs aux bonnes pratiques. Car si les travailleurs peuvent s'adresser à la direction pour trouver une solution à leurs problèmes, leur colère, qui parfois va jusqu'à la destruction de l'usine, peut être évitée.

Avez-vous un exemple de réussite?
En 2007, j'ai commencé à tra-

vailler dans une usine comptant deux mille travailleurs, où nous avons organisé des formations. «A quoi bon connaître nos droits, si demain nous sommes renvoyés de l'usine?» s'interrogeaient des travailleurs. Je leur ai proposé d'essayer. Nous leur avons donné un cours de leadership positif, une approche qui permet d'amener des changements tout en évitant la violence, source de conflits. Deux ans plus tard, le propriétaire est venu vers nous et nous a dit: «J'ai une nouvelle usine près de Dakha, est-ce que vous pourriez venir y donner votre formation, car j'ai vu des changements dans mon usine.» L'approche positive peut changer les choses. Les propriétaires ont tout intérêt à créer un environnement de travail favorable car cela augmente la productivité.

À la FWF, nous sommes encore plus privilégiés. Nous pouvons nous rendre directement dans les entreprises pour expliquer leurs droits aux travailleurs et aux cadres et avons une ligne téléphonique où ils peuvent appeler s'ils estiment qu'ils sont bafoués.

Est-il difficile, en tant que femme, de se faire respecter dans un milieu dominé par les hommes?

Au début, c'était difficile, j'étais vraiment mal traitée. À l'heure actuelle, je ne suis ni arrogante ni agressive, mais je parle d'une façon censée toucher mes interlocuteurs. Si j'ai fait beaucoup d'études, c'est pour être capable de convaincre grâce à mes connaissances et à ma compréhension. Etre une femme dans un secteur dominé par les hommes reste un défi, mais avec des capacités de leadership et de négociation, il est possible de se faire sa place. Aujourd'hui, les gens me connaissent et apprécient mon travail. |

PUBLICITÉ

WWW.INFO-VACANCES.CH

LE SITE QUI VOUS MET SUR LA VOIE DE VOS VACANCES

glaj | fsc

S'il est élu, Pierre Bayenet promet de favoriser les victimes

GENÈVE • A un mois de l'élection du procureur général, le candidat d'Ensemble à gauche affiche ses soutiens et présente ses priorités.

PAULINE CANCELA

S'il est élu au poste de procureur général le 13 avril prochain, Pierre Bayenet promet de rompre avec le style de son adversaire, l'actuel magistrat en place Olivier Jornot. Hier, le candidat d'Ensemble à gauche a officiellement lancé sa campagne et présenté les premières actions qu'il mènerait en tant que nouveau chef du Ministère public.

Parmi ses priorités, l'avocat tient à favoriser la place des victimes dans les procédures pénales. «Olivier Jornot ne s'en occupe pas vraiment à l'heure actuelle. Beaucoup de personnes, quand elles ne renoncent pas à déposer une plainte, sont mal accueillies et jamais indemnisées», souligne-t-il. M^{re} Bayenet envisage d'accorder plus largement l'assistance juridique et d'inciter les juges à ordonner l'indemnisation des lésés.

Autre cheval de bataille: la criminalisation des sans-papiers, maintes fois dénoncée par le candidat et certains avocats progressistes. «J'abolirai la directive Jornot qui permet d'envoyer en prison les étrangers dont le seul délit est d'être en situation irrégulière». Combien de personnes sont-elles concernées? Difficile à dire. A cet égard, le candidat de gauche promet

de mettre fin au secret qui entoure les activités du Ministère public. Il a d'ailleurs demandé des statistiques détaillées.

Enfin, l'avocat souhaite mettre l'accent sur la protection des travailleurs, un sujet rarement abordé lorsqu'il est question de droit pénal. Pour lui, le Ministère public a aussi la mission de poursuivre avec plus de vigueur les faillites frauduleuses ou les employeurs qui ne paient pas les charges sociales. Ce dernier point lui vaut aujourd'hui l'adhésion unanime des syndicats genevois.

«La lutte contre la sous-enchère salariale comporte un volet pénal. A Genève on ne poursuit que quatre faillites frauduleuses par année», souligne Alessandro Pelizzari, président de la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS). Cette dernière a rejoint le comité de soutien à Pierre Bayenet, composé également des Juristes progressistes et de franges dissidentes du Parti socialiste et des Verts, dont les membres se sont exprimés longuement hier. Président du comité, l'avocat Nils de Dardel a rappelé la nécessité de défendre une politique pénale de gauche, «une bataille importante et d'une extrême actualité». |